

Porte ouverte à l'exportation de gaz naturel dans l'Est canadien

Dossier de la rédaction de H2o
August 2022

Au moins trois projets d'exportation de gaz liquéfié ont le potentiel de voir le jour dans l'est du Canada. Des projets auxquels pourrait s'ajouter GNL Québec, qui poursuit ses efforts de lobbying à Ottawa. Les nouveaux terminaux devraient toutefois s'inscrire dans la "transition énergétique", affirme le gouvernement Trudeau.

Alors que les États membres de l'Union européenne ont confirmé que le gaz naturel devait désormais être considéré comme une énergie "verte", nécessaire pour réduire la dépendance au charbon et les émissions de gaz à effet de serre et au moment où l'Europe cherche aussi les moyens de se passer du gaz russe en orientant ses achats vers des "pays sûrs", le Canada, cinquième producteur mondial, peut espérer devenir un fournisseur des pays européens en misant sur la construction de nouveaux terminaux de liquéfaction et d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). "Nous avons récemment mis sur pied un groupe de travail sur le GNL avec l'Union européenne pour explorer les possibilités qui s'offrent au Canada dans ce domaine", confirme Ressources naturelles Canada au quotidien Le Devoir. S'il fait aujourd'hui valoir sa volonté de contribuer à la "sécurité énergétique" de l'Europe dans le contexte de guerre en Ukraine, le gouvernement Trudeau a déjà signé en mars 2021 un "partenariat énergétique" avec l'Allemagne qui soulignait que le GNL faisait partie du développement de "l'énergie propre". Un mois avant le début de l'invasion russe, le Canada et l'Allemagne organisaient une rencontre consacrée au développement de l'industrie gazière et des projets de GNL.

Un des projets présentés lors de cette rencontre, Goldboro LNG, fait partie des trois terminaux d'exportation qui sont actuellement "proposés" sur la côte est, selon les informations transmises au Devoir par Ressources naturelles Canada. L'entreprise Pieridae Energy, qui a déjà été active dans l'exploration pétrolière en Gaspésie, envisage ainsi d'implanter une usine flottante de liquéfaction en Nouvelle-Écosse. La réalisation de ce projet pourrait impliquer l'utilisation du site Trans Québec & Maritimes (TQM), qui traverse le sud du Québec. Un autre projet, situé au Nouveau-Brunswick, pourrait aussi utiliser le gazoduc TQM : Saint John LNG. Il s'agit du projet le plus avancé des trois proposés, puisque la multinationale Repsol y détient déjà un terminal permettant l'importation de gaz naturel liquéfié. En réaction aux questions du Devoir, l'entreprise fait valoir qu'elle analyse les "opportunités" pour répondre à la demande du marché et "soutenir la transition énergétique". Elle n'exclut pas l'idée d'ajouter des capacités de liquéfaction à ses installations existantes. Le troisième projet évoqué par Ressources naturelles Canada pourrait voir le jour à Terre-Neuve-et-Labrador. L'entreprise LNG Newfoundland envisage d'y implanter une usine flottante de liquéfaction qui serait reliée à des zones de production gazière situées au large de l'île. Le gaz serait transporté grâce à un gazoduc sous-marin de 600 kilomètres. En plus de ces projets, les promoteurs de GNL Québec poursuivent leurs efforts de lobbying auprès du gouvernement fédéral, malgré le rejet de la première version de leur projet d'usine de liquéfaction et de terminal maritime situé au Saguenay.

Alexandre Shields - Le Devoir